
AIDES
Tour Essor
14, rue Scandicci
93500 PANTIN

EXERCICE 2012

RAPPORT
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

AIDES
Tour Essor
14, Rue Scandicci
93500 PANTIN

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

**Assemblée Générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2012**

Aux membres de l'association,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2012, sur :

- le contrôle des comptes annuels de l'Association AIDES, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II – JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Le point 2.6 de l'annexe expose en page 18, les règles et méthodes comptables relatives aux traitements des subventions d'exploitation et des fonds dédiés.

Nous nous sommes attachés à vérifier la conformité des options prises en matière de comptabilisation des fonds dédiés et des produits constatés d'avance, ainsi que de la cohérence et de la pertinence des informations données en annexe sur ces points.

- Le point 14.2 de l'annexe expose en page 36, la nature et les principes retenus pour l'estimation des provisions.

Nous nous sommes assurés du bien-fondé des estimations retenues et de la pertinence des informations données en annexe relatives à ce poste.

- Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié que les modalités retenues pour l'élaboration du compte d'emploi annuel des ressources décrites dans le point 19 de l'annexe (page 46 et suivantes), font l'objet d'une information appropriée, sont conformes aux dispositions du règlement CRC n° 2008-12 et ont été correctement appliquées.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Trésorier et dans les documents adressés aux membres de l'Association sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait au Tourne,
Le 31 mai 2013



P/ DEIXIS
Jean-Luc BEY
Commissaire aux comptes et Mandataire social

COMPTES ANNUELS



Membre de la Coalition Internationale Sida



Association AIDES

Tour Essor
14, rue Scandicci
93500 PANTIN

COMPTES ANNUELS

ARRETES AU 31 DECEMBRE 2012

SOMMAIRE

1. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE	12
1.1. Soutien mutuel entre AIDES et la Coalition Internationale Sida (Plus)	12
1.2. Poursuite des actions de marketing de rue au Québec	13
1.3. Soutien du Fonds de dotation contre le sida LINK	14
1.4. Analyse de l'activité	14
2. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES	16
2.1. Immobilisations corporelles et incorporelles	16
2.2. Immobilisations financières	17
2.3. Stocks	17
2.3.1. Stocks de produits de prévention et de promotion	17
2.3.2. Stocks d'œuvres d'art	17
2.4. Créances	18
2.5. Disponibilités et concours bancaires courants	18
2.6. Traitement des subventions d'exploitation et fonds dédiés	18
2.7. Traitement des subventions d'investissement	19
2.8. Fonds dédiés sur dons et legs affectés	19
2.9. Legs	19
3. ENGAGEMENTS HORS BILAN	20
3.1. Engagements donnés	20
3.2. Engagements reçus	22
4. TABLEAU DE MOUVEMENT DES FONDS ASSOCIATIFS	22
5. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DES COMPTES 2012	23
6. DECOMPOSITION DU RESULTAT PAR REGION	23
7. RESULTAT SOUS CONTROLE DE TIERS FINANCEURS	24
7.1. Résultat sous contrôle de tiers financeurs 2012	24
7.2. Affectation des résultats antérieurs à 2012	26
8. FILIALES ET PARTICIPATIONS	28
9. ENTREPRISES LIEES	28
10. REMUNERATIONS DES TROIS PLUS HAUTS CADRES DIRIGEANTS	30
11. HONORAIRES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES	30
12. TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES	31
13. COMMENTAIRES SUR LES IMMOBILISATIONS	33
14. COMMENTAIRES SUR LES PROVISIONS	36
14.1. Répartition des dotations et des reprises sur provisions	36
14.2. Nature des provisions	36
15. COMMENTAIRES SUR L'ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DETTES	38
15.1. Répartition par financeur des créances de l'actif circulant à plus d'1 an	38
15.2. Répartition par financeur des produits constatés d'avance à plus d'1 an et 5 ans au plus	38
15.3. Emprunt souscrit et remboursement au cours de l'exercice	38
16. COMMENTAIRES SUR LES FONDS DEDIES	43
17. STRUCTURE DU RESULTAT EXCEPTIONNEL	43
18. DETAIL DES TRANSFERTS DE CHARGES	44
19. COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC	46
19.1. Présentation des ressources	48
19.2. Présentation des emplois	49
19.3. Modalités de répartition du financement des emplois	52
19.4. Nature et quantité des aides en nature perçues par AIDES	55
19.4.1. Campagnes de publicité offertes	55
19.4.2. Autres dons en nature	56
19.5. Etat des effectifs bénévoles	57

BILAN

BILAN ACTIF

RUBRIQUES	BRUT	Amortissements	Net 31/12/2012	Net 31/12/2011
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement	35 904	35 904		
Concession, brevets et droits similaires	84 270	79 287	4 984	6 099
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	418 535	43 996	374 539	353 693
Constructions	3 390 704	1 034 947	2 355 757	2 064 825
Installations techniques, matériel et outillage industriel	180 452	135 658	44 794	45 798
Autres immobilisations corporelles	3 942 379	2 642 574	1 299 806	936 686
Immobilisations en cours	710 323		710 323	19 966
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (2)				
Participations				
Autres participations				
Créances rattachées à participations				
Autres titres immobilisés	40 820		40 820	38 008
Prêts	788 603		788 603	1 013 878
Autres immobilisations financières	333 561	35 987	297 574	274 138
ACTIF IMMOBILISÉ (I)	9 925 551	4 008 352	5 917 199	4 753 092

STOCKS ET EN-COURS				
Stocks de matières premières				
Stocks d'en-cours de product. de biens				
Stocks d'en-cours product. de services				
Stocks produits intermédiaires et finis	100 950	90 855	10 095	10 245
Stocks de marchandises				
CRÉANCES D'EXPLOITATION (3)				
Avances, acomptes versés sur commandes	6 361		6 361	6 935
Créances usagers et comptes rattachés	369 604	4 813	364 791	325 068
Autres créances	4 172 150		4 172 150	4 954 450
DISPONIBILITÉS ET DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	25 442		25 442	25 442
Disponibilités	248 274		248 274	2 101 054
Charges constatées d'avance (3)	407 066		407 066	384 785
ACTIF CIRCULANT (II)	5 329 848	95 668	5 234 180	7 807 979
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Primes remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion actif (V)				

TOTAL GÉNÉRAL (I à V)	15 255 399	4 104 020	11 151 379	12 561 070
------------------------------	-------------------	------------------	-------------------	-------------------

(1) dont droit au bail				
(2) dont à moins d'un an			223 717	475 003
(3) Dont à plus d'un an			52 221	292 450
ENGAGEMENTS RECUS				
Legs nets à réaliser :				
- acceptés par les organes statutairement compétents			489 317	1 145 851
- autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre				

BILAN PASSIF

RUBRIQUES	31/12/2012	31/12/2011
FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres		
Fonds associatifs sans droit de reprise	1 327 819	1 327 819
Dont legs & dons contrepartie d'actifs immo., subv. d'inv. affectés à des biens renouvelables		
Ecart de réévaluation		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	926 487	748 694
Report à nouveau	(1 998 090)	(2 300 244)
Résultat de l'exercice (Excédent ou déficit) (4)	(1 296 569)	927 946
Autres fonds associatifs		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Report à nouveau des résultats sous contrôle des tiers financeurs	550 014	154 226
Ecart de réévaluation	1 608 337	1 608 337
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	660 985	594 798
Provisions réglementées		
Droits des propriétaires (Commodat)	40 000	40 000
TOTAL (I)	1 818 983	3 101 576
Comptes de liaison (II)	(0)	0
Provisions pour risques et charges	419 364	637 376
TOTAL (III)	419 364	637 376
Fonds dédiés		
Sur subventions de fonctionnement	333 542	725 303
Sur autres ressources	15 000	250 000
TOTAL (IV)	348 542	975 303
DETTES (1)		
Emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	1 649 346	752 842
Emprunts et dettes financières divers (3)	36 651	867
Avances et acomptes reçus sur commandes		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 583 990	1 687 869
Dettes fiscales et sociales	2 848 937	2 512 543
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	698 894	4 219
Autres dettes	505 897	255 423
Produits constatés d'avance (1)	1 240 774	2 633 051
TOTAL (V)	8 564 489	7 846 815
Ecart de conversion passif (VI)		
TOTAL GÉNÉRAL (I à VI)	11 151 379	12 561 070
(1) Dont à moins d'un an (A l'exception des av. & acpt. recus sur cdes en cours)	7 749 732	6 668 965
(1) Dont à plus d'un an (A l'exception des av. & acpt. recus sur cdes en cours)		
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeur de banque	737 340	67 514
(3) Dont emprunts participatifs		
(4) Dont Compte 1201 : Excédent	229 470	810 113
Dont Compte 1291 : Déficit	575 190	184 318
Résultat sous contrôle de tiers financeurs		
ENGAGEMENTS DONNES :		

COMPTE DE RESULTAT

Compte de Résultat (Première Partie)

RUBRIQUES	31/12/2012	31/12/2011
Ventes de marchandises		
Prestations de services	29 079	22 407
Produits des activités annexes	104 457	93 605
MONTANTS NETS DES PRODUITS D'EXPLOITATION	133 536	116 012

Production stockée	(1 500)	(10 635)
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	19 302 070	19 875 150
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges	551 439	531 747
Collectes	19 130 692	18 242 564
Cotisations	15 753	51 117
Autres produits	251 614	233 677
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (1) (I)	39 383 604	39 039 633

CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock de marchandises		
Achats de matières premières et autres approvisionnement		
Variation de stock [matières premières et approvisionnement]		
Autres achats et charges externes (2)	16 692 107	15 484 780
Impôts, taxes et versements assimilés	1 657 825	1 534 105
Salaires et traitements	13 099 551	11 939 554
Charges sociales	6 425 837	5 846 788
Autres charges de personnel		
Dotations aux amortissements sur immobilisations	559 798	514 787
Dotations aux provisions sur immobilisations	43 996	
Dotations aux provisions sur actf circulant	4 813	93 210
Dotations aux provisions pour risques et charges	117 600	242 976
Autres charges	2 646 369	2 196 406
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (3) (II)	41 247 895	37 852 605

1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	(1 864 291)	1 187 028
---	--------------------	------------------

Compte de Résultat (Seconde Partie)

RUBRIQUES	31/12/2012	31/12/2011
1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	(1 864 291)	1 187 028
Bénéfice attribué ou perte transférée (IV) Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)		
PRODUITS FINANCIERS		
Produits financiers de participation (4)		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (4)		
Autres intérêts et produits assimilés (4)	463	1 652
Reprises sur provisions et transferts de charges	2 979	53 167
Différences positives de change	66	289
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers (V)	3 509	55 107
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations financières aux amortissements et provisions	9 477	15 419
Intérêts et charges assimilées (5)	54 486	136 830
Différences négatives de change	43	6 709
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières (VI)	64 006	158 958
2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)	(60 497)	(103 851)
3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II) + (V - VI)	(1 924 788)	1 083 177
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	106 559	255 237
Produits exceptionnels sur opérations en capital	6 694	554 599
Reprises sur provisions et transferts de charges	240 302	316 101
Total des produits exceptionnels (VII)	353 554	1 125 936
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	327 135	421 021
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	16 001	219 674
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	8 960	23 688
Total des charges exceptionnelles (VIII)	352 097	664 382
4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	1 458	461 554
Impôts sur les bénéfices (IX)		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	39 740 667	40 220 677
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX)	41 663 997	38 675 945
5 - SOLDE INTERMEDIAIRE	(1 923 330)	1 544 731
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs	923 189	325 133
- Engagements à réaliser sur ressources affectées	296 428	941 918
EXCEDENT OU DEFICIT	(1 296 569)	927 946

Compte de Résultat (Troisième Partie)

(1) Dont produit afférents à des exercices antérieurs dont redevances sur crédit-bail mobilier		
(2) dont redevances sur crédit-bail immobilier		
(3) dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(4) dont produit concernant des entreprises liées		
(5) dont intérêts concernant des entreprises liées		

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

PRODUITS		
Bénévolats	5 191 914	5 353 530
Prestation en nature	1 907 606	2 467 102
Dons en nature		
TOTAL	7 099 520	7 820 632
CHARGES		
Secours en nature		
Mise à dispo gratuite des biens		
Prestations	1 907 606	2 467 102
Personnel bénévole	5 191 914	5 353 530
TOTAL	7 099 520	7 820 632

ANNEXE

Règles et Méthodes comptables**ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT**

(Règlement CRC 99-01 du 16 février 1999)

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base qui sont :

- La continuité de l'exploitation,
- La permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- L'indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels, édités par le plan comptable général 1999 (CRC N° 99-03 et ses règlements modificatifs), ainsi que par le plan comptable de la vie associative et le règlement CRC n° 99-01 du 16 février 1999.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

1. Faits marquants de l'exercice

1.1. Soutien mutuel entre AIDES et la Coalition Internationale Sida (Plus)

La Coalition Internationale Sida (Plus) a été lancée le 2 juin 2008.

Elle a pour but de :

- de promouvoir la démarche communautaire qui a pour but d'impliquer les personnes infectées, affectées ou vulnérables à l'infection à VIH/sida, tout à la fois dans l'expression de leurs problèmes de santé, la définition de leurs besoins, leurs priorités, mais aussi dans la prise de décision, ainsi que la réalisation et l'évaluation des actions de santé visant la lutte contre le VIH/sida dans le cadre d'une approche globale et un objectif de transformation sociale,
- de soutenir techniquement et matériellement ses Membres et ses Partenaires afin qu'ils soient en mesure de réaliser leurs missions dans les meilleures conditions, dans le respect des réglementations en vigueur dans leurs pays respectifs,
- de mener des actions de solidarité internationales, notamment en aidant au développement des organisations non gouvernementales de lutte contre le VIH/sida basées sur la démarche communautaire,
- de défendre les intérêts matériels et moraux de l'Union, d'assurer sa représentation et son intervention auprès des instances internationales.

Au 31 décembre 2012, elle compte onze adhérents composés :

- des quatre membres fondateurs : AIDES en France, ARCAD SIDA au Mali, la COCQ-Sida au Québec et l'ALCS au Maroc,
- de quatre membres : ARAS en Roumanie, KIMIRINA en Equateur, Groupe Sida Genève en Suisse et l'ANSS au Burundi,
- et de trois partenaires : AMO-CONGO en République Démocratique du Congo, REV+ au Burkina Faso et IDH en Bolivie.

Afin de soutenir et de permettre la poursuite de l'activité de la Coalition, les 4 associations membres ont versé en 2012 un apport ; la part versée par AIDES s'élève à 1 700 K€ (pour 1 500 K€ en 2011).

De même, les membres ont bénéficié d'un apport financier versé par la Coalition d'un montant de 100 K€ ainsi que d'un appui technique pour certains d'entre eux.

L'apport de Plus à AIDES est un apport en numéraire qui ne comporte par de condition résolutoire d'affectation par l'apporteur à un projet définit. Comme en 2011, cet apport a donc été constaté dans un compte de racine 7583 « apport non affecté » pour 100 K€.

1.2. Poursuite des actions de marketing de rue au Québec

Le partenariat visant à soutenir des actions de collecte de rue entre la Fondation Québécoise Sida (FQS) et AIDES s'est poursuivi en 2012 sur la base du nouveau protocole d'accord entre AIDES et la Fondation Québécoise du Sida ainsi que d'une nouvelle convention de partenariat régissant les relations financières entre la Fondation, la CIS (Coalition Internationale Sida) et AIDES signés en avril 2010.

Ces accords ont pour objet :

- le financement par la Fondation Québécoise Sida des actions menées par des organismes de lutte contre le VIH/Sida. Soutenue par des associations qui sont des actrices majeures de la lutte contre le VIH/sida (AIDES, COCQ-SIDA), la Fondation s'engage à combattre la propagation du VIH/sida et à soutenir les personnes séropositives du Québec et des pays africains dans lesquels œuvrent les Membres et Partenaires africains de la CIS,
- la mise en place par la Fondation d'opérations de collecte de rue avec le recrutement de donateurs par prélèvements automatiques et par le biais d'un prestataire externe spécialisé dans ce type de collecte,
- les fonds collectés lors des opérations sont dédiés de manière équitable au financement des actions internationales de lutte contre le Sida menées en Afrique par la CIS, ses Membres ou Partenaires africains et des actions québécoises de lutte contre le sida menées par les Membres de la Fondation.

Le montant des avances remboursables réalisées par AIDES au profit de la FQS, pour financer les opérations de collecte, entre juillet 2007 et le 31 décembre 2012, s'élève à 1 820 K€.

Les avances remboursées, depuis le début du partenariat, par la FQS s'élèvent au 31 décembre 2012 à 1 523 K€.

A la clôture de l'exercice 2012, le montant du prêt apparaissant à l'actif du bilan est de 297 K€.

1.3. Soutien du Fonds de dotation contre le sida LINK

LINK est un fonds de dotation créé pour financer et soutenir, par tous moyens, le développement des programmes d'intérêt général de lutte contre le sida et ses maladies associées en France et à l'étranger dans le respect des droits, de l'identité et de la dignité de chacun.

Ce partenariat s'est poursuivi en 2012 au même titre que l'année 2011 par :

- L'organisation par le fonds de dotation LINK d'un dîner de soutien compte tenu de l'engagement et de la capacité des membres du fonds à recruter des participants au titre à ce dîner,
- Le versement par le fonds de dotation LINK à l'association AIDES des bénéfices générés par cette manifestation pour le financement de ses actions.

La participation du fonds de dotation LINK devant être reversée à AIDES au titre de la soirée du 27 novembre 2012 s'élève à 200 K€.

Au 31 décembre 2012, le solde des fonds à verser par LINK concernant le dîner s'élève à 200 K€.

1.4. Analyse de l'activité

L'exercice 2012 se solde par un déficit de 1 297 K€, représentant environ 3,09% du budget 2012.

Le résultat 2012 se décompose de la manière suivante :

- Un excédent sous contrôle de tiers financeurs de 229 K€ et un déficit sous contrôle de tiers financeurs de (575 K€), soit un résultat net cumulé de (346 K€) dégagé sur les établissements médico-sociaux et donc sous contrôle de la tutelle (cf 7. Résultat sous contrôle de tiers financeurs des établissements CAARUD),
- Le résultat propre de AIDES déficitaire de (951 K€).

Le montant des fonds associatifs diminue de 41%, en passant de 3 102 K€ en 2011 à 1 819 K€ en 2012. Il faut noter que dans ces 1 819 K€ de fonds associatifs, 926 K€ constitue une réserve CAARUD susceptible d'impacter les résultats des exercices futurs en amputant d'autant les fonds propres.

L'exercice 2012 se solde donc par un déficit conséquent, dégradant notre niveau de fonds propres et remettant ainsi en question l'amélioration de notre situation financière amorcée depuis 3 ans.

L'année 2012 a été marquée par le déploiement d'actions sur l'ensemble du territoire (avec des moyens plus importants alloués dans les zones prioritaires comme la région Ile de France et les Caraïbes) ; Ce développement de l'activité est porté essentiellement par les actions intégrant du dépistage rapide (dépistage communautaire non médicalisé du VIH / Test rapide à orientation diagnostique, TROD) qui visent :

- Un objectif de santé individuelle : faciliter l'accès renouvelé des personnes à leur statut sérologique autant de fois que de besoin, notamment pour celles appartenant aux groupes les plus exposés (hommes gays et afro-caribéens principalement) ;
- Un objectif de santé communautaire : doter les groupes, les communautés d'un outil de gestion de leur santé utilisable de manière autonome en fonction de leurs priorités et besoins ;
- Un objectif de santé publique : réduire le nombre de personnes ignorant leur séroconversion et donc plus susceptibles de contribuer à la transmission.

Depuis la publication de l'arrêté du 9 novembre 2010, AIDES a été habilitée à mener des actions de dépistage rapide par 23 Agences Régionales de Santé (ARS) en métropole, Guyane et Antilles.

Un cahier des charges, validé par les résultats des recherches menées, encadre les pratiques de dépistage et sert de référentiel auprès de la DGS (direction générale de la santé) et des ARS.

Les actions de dépistage rapide ont engendré en 2012 un investissement conséquent (formation des intervenants, renforcement des équipes, unités mobiles, achat de tests) partiellement pris en charge par les financeurs.

Le niveau de financement public (CPAM/CAARUD, DGS, ARS etc ...) est en baisse de 555 K€ entre 2011 et 2012 pour atteindre 19 M€.

- La dotation DGS a été maintenue en 2012 à 3 138 K€ (dont 30 K€ destinés au financement de la coordination du TRT5 / Groupe inter associatif Traitements & Recherche Thérapeutique),
- Des ressources pour les TROD (financements CPAM) pour un montant de 573 k€ sur une dotation globale de 1,4 M€ soit 22 925 TROD réalisés en 2012;
- Une hausse seulement de 171 K€ des financements CPAM pour les établissements médico-sociaux (+ 860 K€ entre 2010 et 2011) ;
- Mais une forte baisse des financements ARS en 2012 (- 474 k€) actant une baisse de leurs financements de 1 131 k€ depuis 2010.

Les dons ont progressé en 2012 de + 888 K€ par rapport à 2011. Tenant compte de la nécessité d'investir pour l'avenir dans un contexte de baisse des financements publics, un investissement en collecte de rue correspondant à 75 274 heures de programme a été réalisé. Par ailleurs, les legs ont enregistré une hausse de 362 K€ en 2012.

A noter qu'en 2012, pour la première fois depuis la création de l'association, la part des financements privés de AIDES (50%) est supérieure à la part des financements publics (47%).

2. Principes, règles et méthodes comptables

2.1. Immobilisations corporelles et incorporelles

Evaluation de la valeur brute des immobilisations

A compter du 1er janvier 2005, l'application des règlements CRC 2002-10 et 2004-06 impose d'effectuer une approche par composants concernant notamment la valorisation de nos actifs immobiliers et à déterminer des durées d'amortissement de chaque composant en fonction de leur durée d'utilisation.

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires). En l'absence de valeur résiduelle mesurable et significative, ces dernières n'ont pas été exclues des bases d'amortissement.

Amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles

Le mode d'amortissement retenu est la traduction du rythme de consommation des avantages économiques attendus de l'actif par l'association.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation prévue (Cf. : note 13 page 33) :

- | | |
|---|-------------------------|
| ▪ Frais de recherche et développement (site Internet) | Linéaire sur 3 ans |
| ▪ Logiciels : | Linéaire sur 1 an |
| ▪ Autres immobilisations incorporelles | Linéaire sur 1 an |
| ▪ Constructions / approche par composants | |
| ▪ Gros œuvre, structure, parking | Linéaire sur 50 ans |
| ▪ Façade, étanchéité, couverture | Linéaire sur 20 ans |
| ▪ IGT (chauffage, climatisation, ascenseurs) | Linéaire sur 15 ans |
| ▪ Agencements | Linéaire sur 12 ans |
| ▪ Agencements et aménagements des constructions | Linéaire sur 3 à 10 ans |
| ▪ Matériel et outillage | Linéaire sur 3 à 10 ans |
| ▪ Matériel de transport | Linéaire sur 1 à 5 ans |
| ▪ Matériel de bureau | Linéaire sur 2 à 10 ans |
| ▪ Matériel informatique | Linéaire sur 2 à 10 ans |
| ▪ Mobilier | Linéaire sur 2 à 10 ans |
| ▪ Autres matériels | Linéaire sur 4 à 5 ans |

2.2. Immobilisations financières

Valorisation des autres titres immobilisés

La valeur brute est constituée par le coût d'achat des titres ainsi que les frais d'acquisition.

Valorisation des autres immobilisations financières

La valeur brute est constituée de la valeur historique.

Dépréciation des immobilisations financières

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Les dépréciations d'immobilisations financières constatées concernent principalement la dépréciation de dépôts de garanties sur locaux pris par l'association.

Au 31 décembre 2012, AIDES détient 100 % des titres de la société AIDES EVENTS, pour une valeur de 10 K€.

Les comptes annuels de la société AIDES EVENTS arrêtés au 31 décembre 2012, font ressortir des capitaux propres positifs. Aucune provision pour dépréciation des titres n'a été comptabilisée.

2.3. Stocks

2.3.1. Stocks de produits de prévention et de promotion

Un suivi des stocks de produits de prévention et de promotion est effectué en extracomptable au sein du réseau. Il n'apparaît plus de stock au bilan. Toutefois, ces produits, traités comptablement comme des consommables, peuvent faire l'objet d'écritures en Charges Constatées d'Avance à la clôture de l'exercice, selon les situations rencontrées dans le réseau.

2.3.2. Stocks d'œuvres d'art

Valorisation des stocks

Les œuvres d'arts données par des artistes, destinées à être revendues, et présentes en stocks au 31 décembre 2012, ont été valorisées dans les comptes de AIDES pour leur valeur de mise à prix lors de vente aux enchères d'art contemporain agréée au profit de AIDES.

Au 31 décembre 2012, le stock d'œuvre d'art est de 101 K€. Les stocks d'œuvres d'art enregistre une variation de négatif de (2 K€).

Dépréciation des stocks

Une dépréciation peut être constatée lorsque la valeur probable de réalisation est inférieure au prix de réserve.

Au 31 décembre 2012, la provision pour dépréciation des stocks a été réajustée, pour atteindre un montant de 91 K€.

Par mesure de prudence, le stock d'œuvres d'art est provisionné à hauteur de 90% de sa valeur comptable.

2.4. Créances

Valorisation des créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Dépréciation des créances

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur nominale ; cette analyse est menée au « cas par cas ».

Au 31 décembre 2012, le niveau de dépréciation des créances reste faible (5 K€).

(Cf. : note 15 page 38)

2.5. Disponibilités et concours bancaires courants

Les disponibilités et concours bancaires courants sont évalués à leur valeur d'inventaire.

Les disponibilités et liquidités immédiates en devises existant à la clôture de l'exercice sont converties en monnaie nationale sur la base du dernier cours de change au comptant et les écarts de conversion sont compris dans le résultat de l'exercice (non applicable pour cet exercice).

Les comptes bancaires fusionnés des différents établissements de l'Association font l'objet d'une compensation entre soldes débiteurs et soldes créditeurs. Il résulte de cette compensation un solde unique qui apparaît à l'actif ou au passif du bilan.

2.6. Traitement des subventions d'exploitation et fonds dédiés

Conformément au règlement CRC n° 99-01 du 16 février 1999, et pour les subventions notifiées sur un exercice mais non consommées en totalité, la subvention est comptabilisée en produit sur l'exercice de notification et apparaît pour son montant total en compte de classe 74 - subventions d'exploitation. La partie non consommée fait l'objet d'une écriture de dotation en fonds dédiés qui traduit vis à vis du financeur l'engagement à réaliser sur les ressources affectées.

Lorsque le financeur refuse le report de consommation des fonds sur l'exercice suivant, le reliquat de subvention non consommé est constaté en dette, en subvention à reverser.

Concernant les conventions pluriannuelles, la partie rattachée à des exercices futurs est comptabilisée en produits constatés d'avance.

En 2006, AIDES a obtenu la création d'Etablissements CAARUD (Centre d'Accueil et d'Accompagnement à la Réduction des Risques pour Usagers de Drogues) relevant du code de l'action sociale et des familles (notamment des articles L312-1 à L314-13). A ce titre, les produits de tarification globale liés au secteur médico-social ne font pas l'objet d'une écriture en fonds dédiés mais apparaissent en résultat. Ce résultat fait l'objet d'une affectation à résultat sous contrôle de tiers financeurs dans le passif du bilan.

(Cf. : note 16 page 43)

2.7. Traitement des subventions d'investissement

Principe

Certaines immobilisations acquises par AIDES font l'objet d'une subvention de la part des financeurs. Ainsi, la subvention est comptabilisée lorsque l'immobilisation est inscrite à l'actif.

Quote-part de subvention virée au compte de résultat

Les subventions sont rapportées au compte de résultat d'une somme égale au montant de la dotation aux amortissements acquise ou créée au moyen de la subvention.

Sortie de la subvention d'investissement suite à la sortie de l'immobilisation financée

La subvention d'investissement suit le même régime que l'immobilisation qu'elle finance : en cas de sortie d'actif de l'immobilisation, la subvention d'investissement est également sortie du bilan. La partie de la subvention non rapportée au compte de résultat est soldée par un produit exceptionnel.

Subvention totalement amortie

Lorsque les subventions d'investissement sont totalement amorties, elles sont sorties du bilan, et ce, même si le bien figure toujours inscrit à l'actif de l'association.

2.8. Fonds dédiés sur dons et legs affectés

Ces fonds dédiés sont comptabilisés au passif du bilan, lorsque la partie des ressources collectées auprès des donateurs et affectées par eux, n'ont pas encore été employées avant la fin de l'exercice.

2.9. Legs

Lors de la réalisation effective et définitive des biens meubles et immeubles, le compte correspondant de produits est crédité du montant exact et définitif de la vente, net des charges d'acquisitions ayant grevé le bien pendant sa transmission.

En ce qui concerne les legs en cours de réalisation, le montant global de ces legs est inscrit dans la poste « Autres dettes » au niveau du bilan (encaissements partiels).

3. Engagements hors bilan

3.1. Engagements donnés

3.1.1. Crédit-bail

Les redevances de crédit-bail restant à verser se décomposent de la manière suivante :

(en €)	31/12/2012	31/12/2011
Redevances à payer à moins d'un an	163 903	171 298
Redevances à payer de 1 à 5 ans	264 899	390 891
Redevances à payer à plus de 5 ans		
Total des redevances à payer	428 802	562 189

3.1.2. Privilèges de prêteurs de deniers, hypothèques et cautions en garantie de loyers

Dans le cadre du redéploiement de nos actions sur Paris Ile de France depuis 2011, AIDES a procédé à la location de nouveaux locaux assortie de cautions de garantie bancaire, octroyées par le Crédit Coopératif.

Trois demandes ont été effectuées en 2012 :

- Une demande a été effectuée en 2012, pour un montant de 23 K€ sur une durée de 9 ans pour un local situé dans le 2^{ème} arrondissement de Paris.
- Une autre demande concerne un local situé à Marseille pour un montant de 11 K€ sur une durée de 9 ans.
- L'association a par ailleurs acheté des locaux dans la Tour Essor à Pantin. Cette acquisition a été financée par emprunt bancaire. Ce prêt a été garanti par privilège de prêteur au profit du Crédit Coopératif pour un montant de 430 000 €.

Au 31 décembre 2012, le montant des engagements liés à des privilèges de prêteurs de deniers, hypothèque, gages et aux cautions en garantie de loyers s'élèvent à 1 991 K€. Ils sont répartis de la manière suivante (en €) :

Origine de l'engagement	Type d'engagement	Profit	Année	Montant
Locaux du siège national	Privilèges de prêteurs	CC	2006	215 000
Locaux du siège de la délégation régionale de Grand Est	Privilèges de prêteurs	CC	2007	230 000
Locaux du siège de la délégation régionale de Sud Ouest	Privilèges de prêteurs	CC	2007	285 000
Travaux liés à l'acquisition de l'immeuble Sud Ouest	Hypothèque	CC	2007	130 000
Locaux du siège	Privilèges de prêteurs	CC	2008	230 000
Gage sur véhicule Sud Ouest	Privilèges de prêteurs	CC	2008	30 000
Locaux du siège de la délégation régionale de Grand Ouest	Privilèges de prêteurs	CC	2009	311 000
Locaux de la ville de Saint Denis (Territoire d'action Ile de France)	Cautiion en garantie de loyer	CC	2010	70 250
Locaux de Paris 8e (Territoire d'action Ile de France)	Cautiion en garantie de loyer	CC	2010	30 540
Locaux de Montreuil (93) (Territoire d'action Ile de France)	Cautiion en garantie de loyer	CC	2011	10 000
Locaux de Paris 12e (Territoire d'action Ile de France)	Cautiion en garantie de loyer	CC	2011	19 200
Locaux du siège	Privilèges de prêteurs	CC	2012	430 000
Locaux de Paris 2e (Territoire d'action Ile de France)	Cautiion en garantie de loyer	CC	2012	22 920
Locaux de Marseille 1e (Territoire d'action)	Cautiion en garantie de loyer	CC	2012	10 800
TOTAL				1 990 990

3.1.3. Engagement en matière de retraite.

Les engagements en matière d'indemnité de départ à la retraite sont conformes aux obligations légales et réglementaires en la matière en France et découlent de l'application du Code du Travail.

Les engagements de l'association en matière de retraite et d'indemnité de départ à la retraite, sont déterminés en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses actuarielles.

Ces engagements ne font pas l'objet d'une provision comptable mais leur montant est indiqué en annexe.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux : Taux d'actualisation net d'inflation : 2,50 %
Taux de croissance des salaires : 2,00 %
Taux de charges sociales : 43,00%
- Age de départ à la retraite : 67 ans
- Turn over : 10 % pour les cadres et 30 % pour les non cadres

Compte tenu des hypothèses ci-dessus, les engagements en matière d'indemnité de départ à la retraite s'élèvent au 31 décembre 2012 à 421 K€.

Au 31/12/2011, ces engagements s'élevaient à 316 K€.

3.1.4. Facilité de caisse avec le Crédit Coopératif.

AIDES a conclu avec le Crédit Coopératif une facilité de caisse garantie par des cessions de créances.

Au 31 décembre 2012, il n'existe aucun en cours à ce titre.

3.2. Engagements reçus

3.2.1. Legs

Les engagements de legs et donations autorisés en 2012 s'élèvent à 419 K€. Sur ces legs, les encaissements s'élèvent à 278 K€, soit un solde au titre de 2012 de 211 K€, restant à encaisser sur exercices à venir.

Les encaissements réalisés en 2012 sur les legs autorisés antérieurs à 2012 s'élèvent à 751 K€.

Compte tenu des encaissements réalisés en 2012 (1 030 K€), le solde total des engagements reçus en matière de legs à fin 2012 s'élèvent à 358 K€.

3.2.2. Abandon de créance avec clause de retour à meilleure fortune

Au 31 décembre 2010, AIDES a procédé à l'abandon d'une partie de sa créance détenue sur la société AIDES EVENTS, pour un montant de 65 K€. Cet abandon, comptabilisé au résultat exceptionnel, est assorti d'une clause de retour à meilleure fortune.

Au 31 décembre 2011, AIDES EVENTS, conformément aux engagements pris, a remboursé une partie de sa dette à hauteur de 13 K€ (produit exceptionnel pour l'association).

En 2012, la clause de retour à meilleure fortune n'a pas été activée.

3.2.3. Droit individuel à la formation (DIF)

Le volume d'heures de formation cumulé, correspondant aux droits acquis par les salariés au titre du DIF, s'élève au 31 décembre 2012 à 33 838,50 heures dont 333 heures pour les CDD.

4. Tableau de mouvement des fonds associatifs

(en €)	31/12/2011	+	-	31/12/2012
Fonds propres				
Fonds associatifs sans droit de reprise	1 327 819			1 327 819
Report à nouveau AIDES	-2 300 244	674 983	373 756	-1 999 017
Autres réserves	748 694	357 849	180 055	926 487
Résultat de l'exercice	927 946	-1 296 569	927 946	-1 296 570
Autres fonds associatifs				
Report à nouveau sous contrôle tiers financeurs	154 226	842 960	446 246	550 940
Apports de fusion	1 608 337			1 608 337
Subventions d'investissement nettes	594 798	67 675	1 487	660 985
Provisions réglementées	40 000			40 000
Total mouvements des fonds associatifs	3 101 576	646 897	1 929 491	1 818 983

Entre 2011 et 2012, les fonds associatifs enregistrent une diminution nette de (1 282 K€) qui s'explique principalement par le résultat 2012 déficitaire de (1 297 K€).

Les autres mouvements de fonds propres concernant essentiellement les affectations de résultats sous contrôle de tiers financeurs et les mouvements sur les subventions d'investissement.

5. Événements postérieurs à la clôture des comptes 2012

Il n'y a pas d'événement postérieur à la clôture significatif à mentionner.

6. Décomposition du résultat par région

L'Association AIDES est composée de 7 régions administratives et du siège, tenant chacune leur propre comptabilité. Au 31 décembre 2012, la répartition des résultats de AIDES par région, avant annulation des opérations inter établissements -sans impact sur le résultat est la suivante :

(en €)	Total des charges	Total des produits	Résultat
Auvergne Grand Languedoc	3 343 771	3 203 193	-140 578
Grand Est	2 589 261	2 449 681	-139 580
Grand Ouest	3 125 920	2 913 758	-212 162
Nord Ouest Ile de France	6 935 264	6 442 120	-493 144
Rhône Alpes Méditerranée	3 608 420	3 363 069	-245 351
Sud Ouest	3 339 782	3 119 703	-220 079
Siège National	25 638 858	26 194 829	555 971
Caraïbes	2 226 763	1 825 115	-401 648
Neutralisation des opérations entre Région	-8 847 614	-8 847 613	0
Total	41 960 425	40 663 856	-1 296 570

Ces résultats intègrent des résultats à tiers détenteurs pour (346 K€) réparties par région de la manière suivante :

(en €)	Résultats tiers détenteurs 2012
Auvergne Grand Languedoc	-28 033
Grand Est	621
Grand Ouest	-68 482
Nord Ouest Ile de France	-215 761
Rhône Alpes Méditerranée	23 592
Sud Ouest	29 389
Siège National	0
Caraïbes	-87 046
Total	-345 720

Ainsi, le résultat propre de AIDES s'élève au 31 décembre 2012 à (950 850 €).

7. Résultat sous contrôle de tiers financeurs

L'Association AIDES a obtenu en 2006 la création d'établissements CAARUD (Centre d'Accueil et d'Accompagnement à la Réduction des Risques pour Usagers de Drogues).

La création d'établissements CAARUD relève du code de l'action sociale et des familles (notamment des articles L312-1 à L314-13).

Ainsi, contrairement aux autres subventions publiques pour lesquelles est utilisée la notion de fonds dédiés, les produits de tarification globale non consommées ou surconsommées apparaissent dans le passif du bilan en résultat. Ce résultat fait l'objet l'année suivante d'une affectation à résultat sous contrôle de tiers financeurs dans le passif du bilan.

A noter que l'association gère également des appartements de coordination thérapeutique (dispositif ACT) et un service d'accompagnement à la vie sociale (dispositif SAVS). Ces dispositifs relèvent également du cadre médico-social.

7.1. Résultat sous contrôle de tiers financeurs 2012

Les résultats médico-sociaux détaillés par établissement sanitaire et social se traduisent en 2012 par un excédent sous contrôle de tiers financeurs de 229 K€ et un déficit sous contrôle de tiers financeurs de (575 K€), soit un résultat net cumulé de (346 K€) pour les activités relevant du milieu médico-social.

A noter cependant que ces résultats à tiers financeurs 2012 intègrent :

- un déficit de (102 K€) sur Saint Martin qui relève du dispositif ACT (Appartements de Coordination Thérapeutique) soumis à la même réglementation que les CAARUD (Code de l'Action Sociale et des Familles- CASF),
- un excédent de 15 K€ sur Saint Laurent du Maroni qui relève du dispositif ACT (Appartements de Coordination Thérapeutique) soumis à la même réglementation que les CAARUD (Code de l'Action Sociale et des Familles- CASF),
- un déficit de (26 K€) sur l'Isère qui relève du dispositif ACT (Appartements de Coordination Thérapeutique) soumis à la même réglementation que les CAARUD (Code de l'Action Sociale et des Familles- CASF),
- un déficit de (2 K€) sur la délégation de Paris (région Nord Ouest Ile de France) qui relève du dispositif SAVS (Service d'Accompagnement à la Vie Sociale) soumis également à la réglementation du Code de l'Action Sociale et des Familles- CASF.

En 2012, la répartition des résultats sous contrôle à tiers financeurs par établissement médico-social est la suivante (en €) :

Région	Dpt	Délégation	Budget de Charges établissement demandé (yc mesures nouvelles)	Budget de Charges établissement accordé (yc mesures nouvelles)	Dotation globale 2012	Résultat excédentaire à tiers financeur	Résultat déficitaire à tiers financeur
AGL							
	31	Haute Garonne	465 612	424 783	425 291		-6 244
	34	Hérault	338 375	308 969	298 969	2 849	
	30	Gard	247 358	170 245	173 688		-31 211
	63	Puy de Dôme	223 056	216 854	216 854	6 573	
	Sous-total		1 274 401	1 120 851	1 114 802	9 422	-37 454
GE							
	25	Doubs	137 194	124 454	124 454	2 413	
	54	Meurthe et Moselle	195 078	235 243	235 243		-1 759
	57	Moselle	143 214	101 991	78 982		-21 799
	67	Bas Rhin					
	58	Nièvre	175 030	173 394	180 939	9 360	
	68	Haut Rhin	138 122	93 401	93 401	12 405	
	Sous-total		788 638	728 483	713 019	24 178	-23 557
GO							
	37	Indre et Loire	225 841	256 697	248 280		-27 083
	29	Finistère	265 386	283 129	268 715		-32 141
	35	Ille et Vilaine	296 520	299 780	275 992		-751
	53	Mayenne	118 714	121 328	121 328		-1 929
	85	Vendée	154 950	146 197	143 790		-6 577
	Sous-total		1 061 411	1 107 131	1 058 105	0	-68 482
NOIF							
	59	Nord Pas de Calais	286 020	188 763	188 763		-21 289
	75	Paris	309 224	233 757	233 757		-84 361
	76	Haute Normandie	111 295	106 936	106 936		-15 797
	95	Val d'Oise	239 322	147 066	147 066		-92 624
	75	SAVS - Paris	206 386	206 853	206 853		-1 689
	Sous-total		1 152 247	883 375	883 375	0	-215 761
RAM							
	7	Ardèche			0		-7 000
	38	Isère	258 552	274 067	274 067	34 207	
	38	ACT - Isère	183 953	143 559	140 559		-25 528
	83	Var	339 623	222 540	222 540	28 620	
	84	Vaucluse	315 262	293 213	212 013		-6 707
	Sous-total		1 097 390	933 379	849 179	62 827	-39 235
SO							
	16	Charentes	214 018	213 884	207 905	4 411	
	17	Charente Maritime	256 006	256 006	249 206	28 947	
	64	Pau/Bayonne	182 631	129 826	122 235		-88 486
	86	Vienne	217 582	201 924	201 709	21 055	
	87	Haute Vienne	231 110	254 242	254 243	63 753	
	79	Deux Sèvres	196 491	173 778	160 670		-291
	Sous-total		1 297 838	1 229 660	1 195 968	118 166	-88 777
Caraïbes							
	971	ACT - Saint-Martin	251 542	254 174	254 174		-101 924
	973	ACT - Saint-Laurent	451 052	248 656	248 656	14 877	
	Sous-total		702 594	502 830	502 830	14 877	-101 924
TOTAL			7 374 519	6 505 709	6 317 277	229 470,40	-575 190,33
TOTAL net			-		-	-345 719,93	

7.2. Affectation des résultats antérieurs à 2012

Il appartient au gestionnaire des établissements médico-sociaux de faire une proposition d'affectation des résultats budgétaires (tableau 6-2- du cadre normalisé Compte Administratif) en application de l'article R. 314-51 du CASF modifié par le décret du 7 avril 2006.

L'affectation du résultat est décidée par les ARS, anciennement DDASS/GRSP, qui tient compte des circonstances qui expliquent le résultat.

En l'absence de décision d'affectation, les résultats antérieurs à 2006 ont été affectés l'année suivante dans les comptes de AIDES, en report à nouveau en attente d'affectation (excédentaire ou déficitaire) à tiers financeur.

En 2008, le montant des résultats 2006 et 2007 qui ont fait l'objet d'une décision d'affectation s'élève à 158 K€, dont 165 K€ d'excédent et (7 K€) de perte. Ces résultats ont été affectés au compte de réserves diverses pour 145 K€ et au compte de report à nouveau pour 13 K€.

En 2009, les résultats antérieurs à 2008 qui ont fait l'objet d'une décision d'affectation en 2009 s'élèvent à 418 K€, dont 568 K€ d'excédents et (150 K€) de pertes. Ces résultats ont été affectés au compte de réserves diverses pour 422 K€ et au compte de report à nouveau à tiers détenteurs pour -10 K€ (cf. : note 4 page 22). L'écart de 6 K€ porte sur une régularisation de résultat sur le CAARUD 75 comptabilisée en 2009.

En 2010, les résultats antérieurs à 2009 qui ont fait l'objet d'une décision d'affectation en 2010 s'élève à 387 K€, dont 435 K€ d'excédents et (48 K€) de déficits. Ces résultats ont été affectés au compte de réserves diverses pour 355 K€ et au compte de report à nouveau à tiers détenteurs pour (18 K€) (cf. : note 4 page 22).

En 2011, les résultats antérieurs à 2010 qui ont fait l'objet d'une décision d'affectation en 2011 s'élève à 117 K€, dont 426 K€ d'excédents et (309 K€) de déficits. Ces résultats ont été affectés au compte de réserves diverses pour 23 K€, en subvention d'investissement pour 9K€, au compte de report à nouveau à tiers détenteurs pour 42 K€ (dont des résultats excédentaires affectés au réduction de charges pour 71 K€) (cf. : note 4 page 22), et à d'autres postes pour 42 K€.

En 2012, les résultats antérieurs à 2011 qui ont fait l'objet d'une décision d'affectation en 2012 s'élève à 207 K€, dont 471 K€ d'excédents et (264 K€) de déficits. Ces résultats ont été affectés au compte de réserves diverses pour 138 K€, en subvention d'investissement pour 15 K€, au compte de report à nouveau à tiers détenteurs pour 34 K€ (dont des résultats excédentaires affectés au réduction de charges pour 12 K€) (cf. : note 4 page 22), et à d'autres postes pour 20 K€.

Le tableau ci-dessous présente l'historique des résultats par département des établissements médico-sociaux et leurs décisions d'affectation (en €):

Rég.	Dpt	Délégation	Résultats 2000			Résultats 2007			Résultats 2008			Résultats 2009			Résultats 2010			Résultats 2011			Report à nouveau des établissements médico-sociaux							Réserves des établissements médico-sociaux				Subvention d'investissement établissements médico-sociaux																			
			Excédents	Difficits		Excédents	Difficits		Excédents	Difficits		Excédents	Difficits		Excédents	Difficits		Excédents	Difficits		Report à nouveau éditoriale	Excédent affecté en réduction des charges	Excédent affecté au financement des mesures d'expérimentation	RAN déficitaire délégué	RAN déficitaire délégué refusé	Dépenses non affectées aux établissements sociaux	Résultat non affecté	Affectés à l'investissement	Reserve de trésorerie	Compensation n de ch, d'inv	Reserve de compensation		Subvention d'investissement																		
AGL																																																			
	31	Haute Garonne	47 000	-	52 334	15 364	-14 378		7 793	-	7 793	-31 435			118	11518	11511	11518	118	118	-8 734	10842	20 000	10845	10847	10848	47 000																								
		34	Haute Pyrénées	33 000	-10 290	30 273	14 361	-10 290	25 830	-11 853	11 853	-11 853			25 830				25 830	25 830	11 853	27 730				18 434	50 000																								
		63	Pyrénées de l'Atlantique	80 000	-22 800	82 760	29 748	-32 455	69 429	-	69 429	30 150	-43 082			69 429	0	0	0	-41 050	18 509	20 000	27 730	0	0	5 013	0 153																								
		Sous-total																									160 000	-33 090	166 967	59 472	-35 526		113 053	-25 233	87 820	23 576	-56 937			113 053	0	0	0	-61 230	38 301	40 000	55 460	0	0	15 026	100 153
GE	25	Dordogne	10 031	-2 110	17 224	903	-48 313		1 317	-13 347	16 977	23 576	-56 937			16 977	0	0	0	-30 000	33 007	20 000	27 730	0	0	28 917	0																								
		54	Meurthe et Moselle	936	-20 473	4 233	936	-20 473	16 799	-1 500	18 299	18 299	-18 299			18 299	0	0	0	-15 275	-7 000	20 000	27 730	0	0	8 700	0																								
		87	Bas-Rhin	0	-20 473	4 233	936	-20 473	16 799	-1 500	18 299	18 299	-18 299			18 299	0	0	0	-15 275	-7 000	20 000	27 730	0	0	8 700	0																								
		Sous-total																									10 967	-22 583	21 457	1 839	-68 786		3 114	-14 847	35 276	41 875	-75 236			35 276	0	0	0	-30 275	0	40 000	55 460	0	0	31 528	0
GO	37	Indre et Loire	21 030	-422	111 080	22 316	-14 077		58 572	-	58 572	15 472	-32 834			58 572	0	0	0	-10 045	-800	20 000	27 730	0	0	28 917	0																								
		29	Finistère	52 757	-	52 757	52 757	-	21 790	-	21 790	123 152	-18 248			21 790	0	0	0	-15 275	0	20 000	27 730	0	0	8 700	0																								
		53	Mayenne	1 724	-	1 724	1 724	-	4 117	-	4 117	25 953	-			4 117	0	0	0	-15 275	0	20 000	27 730	0	0	8 700	0																								
		Sous-total																									75 511	-422	165 561	76 809	-14 077		84 479	-	84 479	143 531	-51 082			84 479	0	0	0	-30 275	0	40 000	55 460	0	0	37 408	0
NOF	59	Nord-Pas de Calais	37 929	-1 380	37 929	13 700	-4 020		18 953	-31 743	20 652	20 652	-32 834			20 652	0	0	0	-25 000	34 085	43 180	40 045	0	0	213 833	23 017																								
		75	Pas de Calais	26 841	-333	27 500	9 710	-27 500	37 929	-42 253	4 426	14 408	-18 248			4 426	0	0	0	-852	84 000	5 512	108	0	0	950	11 017																								
		83	Somme	0	-170	21 727	48 308	-	11 057	-34 046	23 989	102 760	-5 172			23 989	0	0	0	-2 308	100 000	20 000	20 001	40 000	0	14 776	2 000																								
		Sous-total																									64 770	-1 550	60 156	23 418	-21 518		52 940	-65 999	34 641	35 139	-51 082			34 641	0	0	0	-25 852	138 085	63 692	60 046	0	0	78 453	12 000
RAM	7	Ardeches	37 413	-13 400	32 470	18 400	-7 482		18 424	-11 841	56 320	-43 308			56 320	0	0	0	0	-45 551	34 085	43 180	40 045	0	0	2 865	72 000																								
		83	Vaucluse	15 291	-	15 291	15 291	-	43 650	-11 841	56 320	-43 308			56 320	0	0	0	0	-45 551	34 085	43 180	40 045	0	0	2 865	72 000																								
		84	Vaucluse	52 705	-13 405	39 103	19 840	-38 840	56 320	-11 841	56 320	-43 308			56 320	0	0	0	0	-45 551	34 085	43 180	40 045	0	0	2 865	72 000																								
		Sous-total																									105 409	-26 805	86 863	53 531	-50 163		118 394	-23 682	165 960	-90 616			165 960	0	0	0	-91 102	102 760	86 863	80 090	0	0	5 718	142 000	
SO	18	Charente	0	-	20 805	0	-4 016		7 005	-	7 005	47 420	-2 576			7 005	0	0	0	-2 308	47 420	20 000	20 001	0	0	4 331	20 805																								
		64	Charente Maritime	17 001	-	17 001	17 001	-	10 711	-	10 711	52 773	-			10 711	0	0	0	-2 308	52 773	20 000	20 001	0	0	11 144	11 144																								
		86	Vendée	0	-	0	0	-	20 105	-	20 105	84 323	-			20 105	0	0	0	-2 308	84 323	20 000	20 001	0	0	41 814	41 814																								
		Sous-total																									17 001	-	20 805	17 001	-4 016		27 816	-	27 816	100 513	-2 576			27 816	0	0	0	-2 308	100 513	40 000	40 001	0	0	15 489	52 659
Caribbean	971	ACT - St-Martin	31 378	-	32 820	688	-61 081		747	-38 631	39 723	-13 222	-2 576			39 723	0	0	0	-2 308	134 029	63 692	60 046	0	0	4 331	20 805																								
		973	ACT - Saint-Louis	0	-	0	0	-	141 402	-	141 402	12 700	-			141 402	0	0	0	-2 308	141 402	20 000	20 001	0	0	11 144	11 144																								
		Sous-total																									31 378	-	32 820	688	-61 081		142 104	-38 631	142 104	25 422	-2 576			142 104	0	0	0	-2 308	155 531	83 692	80 090	0	0	15 489	32 659
		TOTAL																									328 372	-47 290	530 768	275 545	-387 821		375 874	-243 035	810 113	-184 310			810 113	0	0	0	-43 900	-2 308	464 890	463 482	40 000	40 001	0	170 865	170 865
TOTAL net																									282 183	-	468 011	228 159	-31 478		131 438	-	625 784	-			625 784	0	0	0	550 940	-2 308	920 448	920 448	0	0	0	170 865	170 865		

Au 31 décembre 2012, les résultats des établissements médico-sociaux en instance d'affectation de la part des financeurs s'élèvent à 454 K€.

Les fonds propres des établissements médico-sociaux au 31 décembre 2012, y compris les subventions d'investissement, s'élèvent à 1 707 K€ et sont répartis dans les postes suivants :

- 536 K€ de subventions d'investissement nettes des établissements médico-sociaux (887 K€ en subvention d'investissement brut et 351 K€ de subvention d'investissement rapportée au compte de résultat),
- 926 K€ en compte de réserves,
- (346 K€) correspondant au résultat des établissements médico-sociaux 2012
- 551 K€ en report à nouveau,
- 40 K€ de provision pour réserve de trésorerie.

8. Filiales et participations

Le tableau ci-dessous présente la valeur comptable des titres détenus sur les filiales et participations :

(en €)	Titres détenus	Brut	Net	Résultat 2012
SASU AIDES EVENTS	100,00%	10 000	10 000	- 1 153

La SASU AIDES EVENTS immatriculée au registre du commerce et des sociétés le 3 décembre 2009 est détenue à 100 % par AIDES. Son objet social est la vente au détail de tous produits de toutes natures, matériels ou immatériels, par correspondance ou Internet.

Le troisième exercice comptable de la société AIDES EVENTS clos au 31 décembre 2012 se solde par un déficit de (1,2 K€) et fait apparaître un montant de capitaux propres de 8 K€.

9. Entreprises liées

AIDES EVENTS :

Le troisième exercice comptable de la société AIDES EVENTS a été clos le 31 décembre 2012 aussi les opérations réalisées entre AIDES et AIDES EVENTS ont fait l'objet d'une validation réciproque.

Le résultat de la société AIDES EVENTS au 31/12/12 s'élève à (1 153 €) (perte).

Les postes identifiés dans les comptes de AIDES au 31 décembre 2012 sont :

- des titres immobilisés pour 10 000 €,
- un compte courant AIDES EVENTS créditeur de 36 301€, apparaissant au passif du bilan.

10. Rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants

La loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif prévoit une meilleure transparence et une plus grande précision dans l'affichage des rémunérations des dirigeants.

L'article 20 stipule que les associations dont le budget annuel est supérieur à 150.000 € et recevant plus de 50.000 € de subventions de l'Etat ou d'une collectivité territoriale doivent publier chaque année les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature.

C'est en conformité avec ces dispositions réglementaires, et avec l'avis de la commission des études juridiques de la C.N.C.C. (bulletin n° 146 de juin 2007) que les rémunérations 2012 des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés de AIDES sont présentés dans l'annexe de façon globalisée :

(en €)	31/12/2012	31/12/2011
Rémunération brute	218 564	207 158
Avantage en nature		
Total	218 564	207 158

Les données concernent un administrateur, le directeur général, et un directeur délégué.

Les dirigeants bénéficient de remboursement de frais sur la base de justificatifs qui font l'objet d'une mention dans le rapport spécial du Commissaire aux Comptes en ce qui concerne le dirigeant bénévole.

11. Honoraires du commissaire aux comptes

Conformément au décret n° 2008-1487 du 30 décembre 2008, le montant des honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice clos au 31 décembre 2012 est de 188 518 €, et se décompose comme suit :

- honoraires concernant la mission de contrôle légal des comptes pour 129 436 €
- honoraires concernant les diligences directement liées à la mission pour 59 082 €

12. Transactions avec les parties liées

Coalition Internationale du Sida (Plus)

Afin de soutenir et de permettre la poursuite de l'activité de la Coalition Internationale du Sida (Plus), les associations membres, dont AIDES fait partie, ont versé un apport au titre de l'exercice 2012. Le montant de l'apport effectué par AIDES est 1 700 K€.

Au 31 décembre 2012, AIDES a versé l'intégralité de l'apport.

De leur côté, les membres ont bénéficié d'un apport financier à hauteur de 100 K€ chacun, dont AIDES, de la part de la Coalition Internationale du Sida. Cet apport ne fait l'objet d'aucune affectation et apparaît en compte 7583 «Apport versé ».

Par ailleurs, une convention de mise à disposition de locaux et de services généraux s'est poursuivie sur l'exercice 2012 entre les deux associations.

Le montant refacturé au titre de l'exercice 2012 est de 10 K€.

Enfin, AIDES facture à la Coalition Internationale du Sida, 4/5^{ème} du secrétaire permanent de AIDES. Le montant comptabilisé en 2012 est de 143 K€.

Fondation Québécoise du Sida (FQS)

Une convention de partenariat signée initialement en 2007 avec la Fondation Québécoise du Sida s'est poursuivie sur l'exercice 2012. Cette convention a but de soutenir les actions de collecte de rue au Québec.

Au 31 décembre 2010, le montant du prêt inscrit à l'actif du bilan de AIDES s'élevait à 718 K€.

Au cours l'exercice 2011, de nouvelles avances de trésorerie ont été accordées à la FQS pour 407 K€ et dans le même temps la FQS a remboursé à AIDES la somme de 558 K€.

Au 31 décembre 2011, le montant du prêt inscrit à l'actif du bilan de AIDES s'élève à 567 K€.

Au cours l'exercice 2012, de nouvelles avances de trésorerie ont été accordées à la FQS pour 80 K€ et dans le même temps la FQS a remboursé à AIDES la somme de 351 K€.

Au 31 décembre 2012, le montant du prêt inscrit à l'actif du bilan de AIDES s'élève à 297 K€.

Fonds de dotation LINK

Le fonds de dotation LINK a été créé en 2010, et a organisé un dîner au mois de novembre 2012 au profit de AIDES.

Le montant net des fonds collectés au titre de cette soirée par LINK et reversé à AIDES, a été provisionné à hauteur de 200 K€.

Au 31 décembre 2012, AIDES n'a perçu aucune somme sur ce dîner.

Document soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations par réévaluation	Acquisitions apports, création virements
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement, de recherche et développement	35 904		
Autres immobilisations incorporelles	84 289		5 081
	120 193		5 081
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains	353 693		64 842
Constructions sur sol propre	2 108 273		398 317
Constructions sur sol d'autrui	231 021		43 604
Constructions installations générales	609 489		
Installations techniques et outillage industriel	188 777		6 323
Installations générales, agencements et divers	972 410		295 250
Matériel de transport	674 568		267 019
Matériel de bureau, informatique et mobilier	1 762 534		217 207
Emballages récupérables et divers	6 832		
Immobilisations corporelles en cours	19 966		710 323
Avances et acomptes			
	6 927 563		2 002 886
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES			
Participations évaluées par mises en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés	38 008		5 383
Prêts et autres immobilisations financières	1 317 504		240 704
	1 355 513		246 087
TOTAL GÉNÉRAL	8 403 269		2 254 054

RUBRIQUES	Diminutions par virement	Diminutions par cessions mises hors service	Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations légalés
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab., de recherche et dévelop.			35 904	
Autres immobilisations incorporelles		5 100	84 270	
		5 100	120 174	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains			418 535	
Constructions sur sol propre			2 506 590	
Constructions sur sol d'autrui			274 626	
Constructions installations générales			609 489	
Install. techn., matériel et out. industriels		14 648	180 452	
Inst. générales, agencements et divers		10 243	1 257 417	
Matériel de transport		96 352	845 234	
Mat. de bureau, informatique et mobil.		146 845	1 832 896	
Emballages récupérables et divers			6 832	
Immobilisations corporelles en cours	19 966		710 323	
Avances et acomptes				
	19 966	268 089	8 642 394	
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations mises en équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés		2 572	40 820	
Prêts et autres immo. financières		436 044	1 122 163	
		438 616	1 162 983	
TOTAL GÉNÉRAL	19 966	711 805	9 925 551	

13. Commentaires sur les immobilisations

La valeur brute de l'actif immobilisé enregistre une augmentation nette de 1 522 K€.

Cette augmentation s'explique principalement par :

- L'acquisition du 6^{ème} étage à Pantin de + 463 K€ ;
- Des travaux réalisés dans les locaux de la région Ile de France à hauteur de + 202 K€ ;
- L'acquisition de matériels de transports, soit un impact de + 267 K€ ;
- L'acquisition de matériel informatique à hauteur de +194 K€ ;
- Dans les immobilisations en cours qui correspondent à l'achat de véhicules et des travaux réalisés au 6^{ème} étage à Pantin à hauteur de + 710 K€ ;
- L'octroi de nouvelles avances de trésorerie à la Fondation Québécoise du Sida, soit un impact de + 80 K€.
- Le versement de la cotisation effort à la construction de l'exercice sous forme de prêt pour +53 K€.

Parallèlement à ces augmentations, on note des diminutions de l'actif immobilisé et elles concernent essentiellement :

- Les remboursements de prêts de la Fondation Québécoise du Sida à hauteur de (351 K€).
- La mise au rebut de matériels de transports et de matériels informatiques pour (204 K€);

Amortissements

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab., de recherche et dévelop.	35 904			35 904
Autres immobilisations incorporelles	78 190	5 878	4 781	79 287
	114 094	5 878	4 781	115 190
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre	481 149	74 524	320	555 353
Constructions sur sol d'autrui	110 664	31 863		142 527
Constructions installations générales	292 145	44 922		337 067
Installations techn. et outillage industriel	142 979	7 327	14 648	135 658
Inst. générales, agencements et divers	565 333	114 382	10 445	669 269
Matériel de transport	393 407	128 259	81 674	439 991
Mat. de bureau, informatique et mobil.	1 520 918	161 453	149 058	1 533 314
Emballages récupérables et divers				
	3 506 595	562 730	256 146	3 813 179
TOTAL GÉNÉRAL	3 620 688	568 608	260 927	3 928 369

VENTILATIONS DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement, de recherche et développement	5 878		
Autres immobilisations incorporelles	5 878		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre	74 524		
Construction sur sol d'autrui	31 863		
Constructions installations générales	44 922		
Installations techniques et outillage industriel	7 327		
Installations générales, agencements et divers	114 532		(150)
Matériel de transport	121 986		6 273
Matériel de bureau, informatique et mobilier	158 766		2 687
Emballages récupérables et divers	553 921		8 810
TOTAL GÉNÉRAL	559 798		8 810

Provisions inscrites au Bilan

RUBRIQUES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
Prov. pour reconstitution des gisements Provisions pour investissement Provisions pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Provisions fiscales pour implantation à l'étranger constituées avant le 1.1.1992 Provisions fiscales pour implantation à l'étranger constituées après le 1.1.1992 Provisions pour prêts d'installation Autres provisions réglementées	40 000			40 000
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES	40 000			40 000

Provisions pour litiges Prov. pour garant. données aux clients Prov. pour pertes sur marchés à terme Provisions pour amendes et pénalités Provisions pour pertes de change Prov. pour pensions et obligat. simil. Provisions pour impôts Prov. pour renouvellement des immo. Provisions pour grosses réparations Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer Autres prov. pour risques et charges	637 376	117 600	335 612	419 364
PROV. POUR RISQUES ET CHARGES	637 376	117 600	335 612	419 364

Prov. sur immobilisations incorporelles Prov. sur immobilisations corporelles Prov. sur immo. titres mis en équival. Prov. sur immo. titres de participation Prov. sur autres immo. financières Provisions sur stocks et en cours Provisions sur comptes clients Autres provisions pour dépréciation	29 489 92 205 1 005	43 996 8 277 4 813	1 779 1 350 1 005	43 996 35 987 90 855 4 813
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION	122 699	57 087	4 134	175 651

TOTAL GÉNÉRAL	800 075	174 687	339 746	635 015
----------------------	----------------	----------------	----------------	----------------

14. Commentaires sur les provisions

14.1. Répartition des dotations et des reprises sur provisions

(en €)	Dotations 2012	Reprises 2012	Dotations 2011	Reprises 2011
Eléments d'exploitation	166 409	110 965	336 186	180 252
Eléments financiers	8 277	2 979	15 419	53 167
Eléments exceptionnels	0	225 801	22 000	316 101
Total	174 687	339 746	373 605	549 519

14.2. Nature des provisions

En vertu du principe de prudence comptable, l'ensemble des litiges avec des tiers présentant un risque avéré pour l'association a été provisionné.

Les principaux mouvements concernent :

- Une provision pour risque suite au départ de 3 salariés a été constituée à hauteur de 116 K€,
- Une provision pour dépréciation de 44 K€ pour des agencements d'un local de Paris 19^{ème},
- Une reprise de provisions pour risques de prud'homme a été reprise à hauteur de 146 K€,
- Une reprise de 108 K€, de la provision pour risque de non remboursement du prêt octroyé par AIDES à la fondation Québécoise du Sida. Le risque provisionné global s'élève à 40 % de la créance à la date de clôture,
- Une reprise de provisions pour risque de non recouvrement du solde de la subvention INPES 2008 pour 20K€.

État des échéances des Créances et Dettes

ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	788 603	223 717	564 886
Autres immobilisations financières	333 561		333 561
	<u>1 122 163</u>	<u>223 717</u>	<u>898 447</u>
DE L'ACTIF CIRCULANT			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	369 604	369 604	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	10 282	10 282	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	112 697	112 697	
État - Impôts sur les bénéfices			
État - Taxe sur la valeur ajoutée			
État - Autres impôts, taxes et versements assimilés			
État - Divers	3 153 940	3 090 947	52 221
Groupe et associés			
Débiteurs divers	888 290	888 290	
	<u>4 534 814</u>	<u>4 482 593</u>	<u>52 221</u>
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	407 066	407 066	
TOTAL GÉNÉRAL	6 064 043	5 102 603	950 668

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Auprès des établissements de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine	742 959	742 959		
- à plus d' 1 an à l'origine	906 387	257 389	582 310	66 688
Emprunts et dettes financières divers	350		350	
Fournisseurs et comptes rattachés	1 583 990	1 583 990		
Personnel et comptes rattachés	968 395	968 395		
Sécurité sociale et autres organismes	1 515 333	1 515 333		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	365 210	365 210		
Dettes sur immo. et comptes rattachés	698 894	698 894		
Groupe et associés	36 301		36 301	
Autres dettes	505 897	505 897		
Dette représentat. de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	1 240 774	1 111 666	128 504	
TOTAL GÉNÉRAL	8 564 489	7 749 732	747 465	66 688

15. Commentaires sur l'état des échéances des créances et dettes

La mise en place progressive de partenariats pluriannuels avec les bailleurs conditionne la réalisation financière des conventions sur plusieurs exercices d'où notre mention des échéances à plus d'un an pour les principaux financeurs.

15.1. Répartition par financeur des créances de l'actif circulant à plus d'1 an

(en €)	2012	2011	Var (€)	Var (%)
Union Européenne	52 221	45 618	6 603	14%
Ministère des Affaires étrangères	0	0	0	
INPES	0	0	0	
Autres collectivités	0	191 894	-191 894	-100%
Autres créances	0	40 000	-40 000	-100%
Total	52 221	277 512	-225 291	-81,2%

15.2. Répartition par financeur des produits constatés d'avance à plus d'1 an et 5 ans au plus

(en €)	2012	2011	Var (€)	Var (%)
Union Européenne	0	36 392	-36 392	-100%
Agence Française de Développement	128 504	596 362	-467 858	-78%
Autres financeurs	0	68 415	-68 415	-100%
Total	128 504	701 169	-572 665	-82%

15.3. Emprunt souscrit et remboursement au cours de l'exercice

(en €)	2012	2011	Var (€)	Var (%)
Emprunt souscrit	430 000	0	430 000	
Emprunt remboursé	203 270	252 408	-49 139	-19%
Variation des emprunts nette (hors intérêts courus)	226 730	-252 408	479 139	-190%

Produits à Recevoir

MONTANT DES PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Immobilisations financières	
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances	
Créances clients et comptes rattachés	22 930
Personnel	
Organismes sociaux	99 804
État et subventions à recevoir	
Divers, produits à recevoir	866 368
Autres créances	
Valeurs Mobilières de Placement	
Disponibilités	
TOTAL	989 102

Charges à Payer

MONTANT DES CHARGES À PAYER INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Emprunts obligataires convertibles	5 619
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	323 350
Dettes fiscales et sociales	1 507 600
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Disponibilités, charges à payer	40 342
Autres dettes	10 200
TOTAL	1 887 111

Charges et Produits Constatés d'Avance

RUBRIQUES	Charges	Produits
Charges ou produits d'exploitation	407 066	1 240 774
Charges ou produits financiers		
Charges ou produits exceptionnels		
TOTAL	407 066	1 240 774

Tableaux de suivi des Fonds Dédiés

I - SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AFFECTEES				
	Fonds à engager au début de l'exercice	Engagements à réaliser sur nvlles ressources affectées	Utilisation en cours d'exercice	Fonds restants à engager en fin d'exercice
	A	B	C	D=A+B-C
Fonds dédiés - Siège National	59 590		59 590	
Fonds dédiés - Grand Est	48 375	77 000	40 975	84 400
Fonds dédiés - Nord Ouest	174 363	3 180	161 863	15 680
Fonds dédiés - Grand Ouest	56 588	106 248	56 588	106 248
Fonds dédiés - Sud Ouest	102 533	6 000	90 204	18 329
Fonds dédiés - Auvergne Grand Languedoc	129 735	89 000	109 850	108 885
Fonds dédiés - Rhône Alpes Méditerranée	154 120		154 120	0
TOTAL (I)	725 303	281 428	673 189	333 542

II-RESSOURCES PROVENANT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC				
	Fonds à engager au début de l'exercice	Engagements à réaliser sur nvlles ressources affectées	Utilisation en cours d'exercice	Fonds restants à engager en fin d'exercice
	A	B	C	D=A+B-C
Dons Manuels				
Fonds dédiés - Siège National	250 000	15 000	250 000	15 000
Fonds dédiés - Grand Est				0
Fonds dédiés - Nord Ouest				0
Fonds dédiés - Grand Ouest				0
Fonds dédiés - Sud Ouest				0
Fonds dédiés - Auvergne Grand Languedoc				0
Fonds dédiés - Rhône Alpes Méditerranée				0
TOTAL A	250 000	15 000	250 000	15 000

	Fonds à engager au début de l'exercice	Engagements à réaliser sur nvlles ressources affectées	Utilisation en cours d'exercice	Fonds restants à engager en fin d'exercice
	A	B	C	D=A+B-C
Legs et donations				
Fonds dédiés - Siège National				0
Fonds dédiés - Grand Est				0
Fonds dédiés - Nord Ouest				0
Fonds dédiés - Grand Ouest				0
Fonds dédiés - Sud Ouest				0
Fonds dédiés - Auvergne Grand Languedoc				0
Fonds dédiés - Rhône Alpes Méditerranée				0
TOTAL B	0	0	0	0

SOUS TOTAL A + B (II)	250 000	15 000	250 000	15 000
------------------------------	----------------	---------------	----------------	---------------

TOTAL GENERAL I + II	975 303	296 428	923 189	348 542
-----------------------------	----------------	----------------	----------------	----------------

16. Commentaires sur les fonds dédiés

Les fonds dédiés constitués sur l'exercice correspondent principalement à des fonds dédiés sur les actions intégrant du dépistage rapide.

Au 31 décembre 2012, la répartition des fonds dédiés par financeur est la suivante :

Répartition des fonds dédiés par financeur	31/12/12	31/12/11	Var (€)	Var (%)
Financement DGS			0	
Financement GRSP / ARS	136 894	275 703	138 809	50%
Financement CPAM / CRAM / CNAM	196 648	387 050	190 402	49%
Financement Conseils Régionaux / Généraux		13 010	13 010	100%
Financement autres ministères			0	
Financement des communes			0	
Financement autres établissements publics		49 540	49 540	100%
Financement SIDACTION			0	
Financement autres établissements privés			0	
Donateurs privés	15 000	250 000	235 000	94%
Total	348 542	975 303	626 761	64%

17. Structure du résultat exceptionnel

Au 31 décembre 2012, le résultat exceptionnel s'élève à 1,5 K€. Il se décompose de la manière suivante :

(en €)	31/12/2012	31/12/2011	Var (€)	Var (%)
Prix de vente des immobilisations cédées	1 070	554 320	-553 250	-100%
Valeur nette comptable des immob.	-16 001	-219 674	203 673	-93%
Autres produits exceptionnels	25 715	25 904	-188	-1%
Autres charges exceptionnels	-96 617	-326 339	229 721	-70%
Reprise sur prov. et amort. exceptionnels	225 801	316 101	-90 300	-29%
Dotations aux prov. et amort. exceptionnels	-8 960	-23 687	14 727	-62%
Produits sur exercices antérieurs	80 843	229 333	-148 490	-65%
Charges sur exercices antérieurs	-66 065	-92 171	26 106	-28%
Quote part exceptionnelle de subv. d'invest.	5 624	279	5 346	1919%
Pénalités, amendes	-3 505	-2 430	-1 076	44%
Dons exceptionnels	-5 000	-82	-4 918	6027%
Subventions irrécouvrables	-116 461	0	-116 461	
Fonds dédiés à rembourser	-39 487	0	-39 487	
Transfert de charges	14 500	0	14 500	
Résultat exceptionnel	1 458	461 554	-460 097	-100%

Les dotations aux provisions exceptionnelles sont détaillées en point 14.2 page 36.

18. Détail des transferts de charges

Au 31 décembre 2012, les transferts de charges s'élèvent à 440 K€. Il se décompose de la manière suivante :

(en €)	31/12/2012	31/12/2011	Var (€)	Var (%)
Transfert de charges d'exploitation	32 749	96 152	-63 403	-66%
Transfert de charges formation continue	154 761	144 973	9 787	7%
Déplacements re-facturés aux établissements				
Personnel mis à dispositions entre établissements	252 964	110 370	142 594	129%
	440 474	351 495	88 979	25%

Les principaux produits liés aux transferts de charges concernent :

- les formations remboursées par l'organisme de formation continue UNIFAF pour 155 K€,
- du salaire du secrétaire permanent refacturé à la Coalition Internationale Sida (Plus) pour 142 K€, et un salaire refacturé à l'association Impatients Chroniques et Associés pour 110 K€.

Effectifs

(Décret 83-1020 du 29-11-1983 - Article 24-22)

EFFECTIFS	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Cadres dirigeants	13	
Cadres	124	
Agent de maîtrise et techniciens		
Employés	358	
TOTAL	495	

Commentaire :

- Il s'agit de l'effectif de l'association AIDES en nombre de personnes au 31/12/2012
- L'effectif en équivalent temps plein s'élève à 460 personnes
- Les données sont extraites du fichier du personnel au 31/12/2012

19. Compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public

En vertu des articles 3 et 4 de la loi n° 91-772 du 7 août 1991, les organismes qui font appel à la générosité du public dans le cadre national avec de grands moyens de communication ou sur la voie publique sont tenues d'établir un Compte d'Emploi des Ressources Collectées auprès du Public.

En application de l'art. 9 de l'ordonnance n° 2005-856 du 28 juillet 2005, le compte d'emploi des ressources est présenté dans l'annexe des comptes annuels. L'annexe décrit les modalités d'élaboration retenues pour établir le compte d'emploi annuel des ressources.

Le règlement du Comité de la Réglementation Comptable N°2008-12 du 7 mai 2008 afférent à l'établissement du compte d'emploi annuel des ressources des associations et des fondations, homologué par arrêté du 11 décembre 2008, prévoit désormais un cadre normalisateur applicable aux exercices ouverts à partir du 1er janvier 2009.

Pour l'exercice clos 2012, le compte d'emploi annuel des ressources a été établi conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

En 2012, le compte d'emploi des ressources collectées auprès du public se décompose de la manière suivante :

COMPTE D'EMPLOIS ANNUEL DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRES DU PUBLIC

EXERCICE 2012

EMPLOIS		Emplois de N Compte de Résultat (1)	Affectation par emplois des ressources collectées auprès du public, utilisées sur N (3)	RESSOURCES		Ressources de N Compte de Résultat (2)	Suivi des ressources collectées auprès du public et utilisées sur N (4)
1 MISSIONS SOCIALES		31 837 463	13 568 043	REPORT DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRES DU PUBLIC NON AFFECTÉES ET NON UTILISÉES EN DÉBUT D'EXERCICE		19 130 692	378 179
1.1 Réalisées en France				1 RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC			19 130 692
* Actions réalisées directement				1.1 Dons et legs collectés			
> Prévention auprès des populations				* Dons manuels non affectés			
HSH (Hommes) ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes (HSH)				* Dons manuels affectés			
Migrants		5 578 897	1 365 736	* Legs et autres libéralités non affectées		16 068 434	16 068 434
Détenus		3 874 778	1 708 631	* Legs et autres libéralités affectées		0	0
Femmes		496 220	230 000	1.2 Autres produits liés à l'appel à la générosité du public		1 029 897	1 029 897
CPP (Consommateurs de produits psycho actifs)		683 025	335 951			1 232 361	1 232 361
Grand Public		6 011 097	1 041 115				
Population Leaders communautaires		3 506 490	3 168 041				
Autres		0	0				
> Soutien auprès des populations		674 978	371 311				
Virus VIH (Virus VIH) hommes vivant avec le VIH et/ou une hépatite		6 508 334	2 257 654				
> Démarches sanitaires		168 030	133 997				
> Ressources externes		110 545	46 814				
* Versements à d'autres organismes agissant en France		110 000	110 000	2 - AUTRES FONDS PRIVÉS		592 975	
1.2 Réalisées à l'étranger							
* Actions réalisées directement							
Population HSH (Hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes (HSH))		2 160 848	1 093 958				
Population PVVIH (Personnes vivant avec le VIH et/ou une hépatite)		359 967	105 604				
Population Détenus		0	0				
Population Femmes		38 453	0				
Population CPP (Consommateurs de produits psycho actifs)		0	0				
Population Leaders Communautaires		0	0				
Autres populations		1 782 477	988 354				
Autres ressources		0	0				
Ressources externes		0	0				
* Versements à un organisme central ou d'autres organismes		0	0				
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS		1 954 223	1 704 035	3 - SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS		18 976 461	
2.1 Frais d'appel à la générosité du public		4 533 160	4 533 160	Subventions publiques internationales		1 079 375	
2.2 Frais de recherche de fonds privés		4 533 160	4 533 160	Subventions publiques nationales		17 897 086	
2.3 Charges liées à la recherche de subventions et autres concours publics		0	0	4 - AUTRES PRODUITS		245 518	
		0	0	Production stockée		133 536	
		0	0	Ventes et prestations de service et pda annexe		529	
		0	0	Produits financiers		113 253	
		0	0	Produits exceptionnels			
3 FRAIS DE FONCTIONNEMENT		5 108 528	2 788 701				
TOTAL		20 889 904	20 889 904				
I - TOTAL DES EMPLOIS DE L'EXERCICE INSCRITS AU COMPTE DE RÉSULTAT		41 479 150	38 945 947	I - TOTAL DES RESSOURCES DE L'EXERCICE INSCRITES AU COMPTE DE RÉSULTAT		38 945 947	
II - DOTATIONS ET PROVISIONS		184 847	184 847	II - REPRIS DES PROVISIONS		794 720	
III - ENGAGEMENTS À RÉALISER SUR RESSOURCES AFFECTÉES		296 428	296 428	III - REPORT DES RESSOURCES AFFECTÉES NON UTILISÉES DES EXERCICES ANTERIEURS		923 189	
IV - EXCÉDENT DE RESSOURCES DE L'EXERCICE		0	0	IV - VARIATION DES FONDS DÉDIÉS COLLECTÉS AUPRÈS DU PUBLIC (cf tableau des fonds dédiés)		235 000	
V - TOTAL GÉNÉRAL		41 960 425	41 960 425	V - INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE L'EXERCICE		1 296 569	
V - Part des acquisitions d'immobilisations brutes de l'exercice financées par les ressources collectées auprès du public				VI - TOTAL GÉNÉRAL		41 960 425	
VI - Neutralisation des dotations aux amortissements des immobilisations financées à compter de la première application du règlement par les ressources collectées auprès du public							
VII - Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public				VI - Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public			
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				SOLDE DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC NON AFFECTÉES ET NON UTILISÉES EN FIN D'EXERCICE			
Missions sociales		6 841 520	6 841 520	Bénévolat			
Frais de recherche de fonds		0	0	Prestations en nature		5 191 514	
Frais de fonctionnement et autres charges		258 000	258 000	Dons en nature		1 907 606	
Total		7 099 520	7 099 520	Total		7 099 520	

**ANNEXE AU COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES
RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU
PUBLIC DE L'EXERCICE 2012**

Le compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public est dorénavant établi en adéquation avec les rubriques correspondantes du compte de résultat pour donner une information globale de l'ensemble des ressources et des emplois, d'une part, et l'affectation par emplois des seules ressources collectées auprès du public ainsi que le suivi des ressources collectées antérieurement à l'exercice en cours, d'autre part.

19.1. Présentation des ressources

19.1.1. Le report des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées en début d'exercice

Pour assurer le suivi de l'emploi des ressources collectées et non utilisées des campagnes antérieures, le tableau de compte d'emploi annuel des ressources reprend en « A nouveau » le montant des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées au début de l'exercice.

Au 01/01/12, le report des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées a été estimé pour AIDES à un montant de +378 K€.

19.1.2. Les ressources collectées auprès du public

Les ressources collectées auprès du public présentées dans le Compte d'Emploi des Ressources Collectées auprès du Public regroupent les comptes comptables suivants (en €) :

Compte comptable	Libellé	2012	2011	Var (€)	Var (%)
75430000	Dons par prélèvement automatique	16 129 991	15 239 734	890 258	6%
75440000 (75450000 en 2010)	Dons hors prélèvement automatique	738 443	840 251	-101 808	-12%
75410000 et 75420000	Dons avec reçus et abandon des frais Volontaires	68 163	128 746	-60 583	-47%
75411000	Dons sans reçus	61 173	142 258	-81 085	-57%
7547 ...	Mécénat / parrainage	596 857	744 567	-147 711	-20%
7546 ...	Opérations de collecte de fonds	476 508	409 778	66 731	16%
7895 ...	Report des ressources non utilisées (*)	250 000	25 000	225 000	900%
6895 ...	Engagements à réaliser sur ressources affectées (*)	-15 000	-250 000	235 000	-94%
75500000	Legs	1 029 897	668 210	361 687	54%
75450000 (75440000 en 2010)	Tickets Services offerts	29 660	69 020	-39 360	-57%
TOTAL DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC A AFFECTER		19 365 692	18 017 564	1 348 129	7%

(*) « Comptes 789 - le report des ressources non utilisées des campagnes antérieures » est intégré dans la rubrique « III - Report des ressources affectées non utilisées des exercices antérieurs » du CER et « Comptes 689 - les engagements à réaliser sur ressources affectées » dans la rubrique « III - Engagements à réaliser sur ressources affectées ».

L'arrêté du 30 Juillet 1993 fixe la liste des rubriques des ressources collectées auprès du public du Compte d'Emploi des Ressources Collectées auprès du Public. Les produits de la vente des dons en nature doivent être identifiés à part entière. La comptabilité générale de AIDES n'intègre pas cette spécificité ; la part des produits de la vente de dons en nature a été identifiée uniquement en comptabilité analytique. Elle concerne uniquement les braderies de Paris et de Marseille et le dîner de soutien organisé par le fonds de dotation LINK.

Les Ressources Collectées auprès du Public constituent 47 % du total des produits de l'association (contre 38% en 2007 et 19% en 2005). Ces produits n'incluent pas la valorisation des espaces de communication.

Depuis 2005, les ressources collectées auprès du public n'ont cessé d'augmenter. Entre 2008 et 2011, ces ressources enregistrent une progression de 6 % par an (+1M€ en moyenne par an) contre 28% (+3 327 K€) entre 2007 et 2008 et 58% entre 2006 et 2007 (+4 323 K€). La progression de 1,3 M€ des ressources collectées auprès du public porte principalement sur les dons par prélèvement automatique (+890 K€) correspondant essentiellement aux dons réalisées sur le programme de collecte de rue, et les legs (+362 K€).

Le changement de modalité d'application de la méthode de comptabilisation des dépenses de marketing de rue opéré depuis 2008 nous oblige à limiter notre capacité d'investissement sur ce projet. Mais ce ralentissement de croissance ne remet absolument pas en cause la rentabilité de ce projet dont découle une plus grande autonomie financière de l'association.

Depuis 2006, a été ajoutée la valorisation des tickets services offerts (30 K€ en 2012). L'intégralité de ces tickets services est utilisée pour le soutien des personnes dans les missions sociales.

19.2.Présentation des emplois

Les emplois ont été divisés en plusieurs catégories. Celles-ci correspondent à la comptabilité analytique de l'association.

A compter du 01/01/11, AIDES a mis en place un nouveau plan analytique.

Le nouveau plan analytique de AIDES intègre la priorisation du plan national de lutte contre le VIH autour des populations vulnérables, notamment HSH (Hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes) et populations migrantes.

La comptabilité analytique est un outil de gestion et d'orientation stratégiques / d'aide à la décision politique de l'association.

Ce changement était rendu nécessaire pour les raisons suivantes :

- Une forte croissance et la nécessité de s'adapter à son environnement : l'ancien plan analytique datait de 2004. Depuis lors, AIDES a connu une forte croissance (budget multiplié par deux) et devait s'adapter à une nouvelle donne, la mise en place des

Agences Régionales de Santé (ARS) et, en parallèle, celle des Territoires d'Action (TA) dans le réseau AIDES,

- Le besoin d'harmonisation des pratiques au sein de AIDES et de rationaliser la codification sur l'ensemble de réseau. Le nouveau plan analytique n'est cependant pas figé, cet outil est amené à évoluer selon les besoins,
- La nécessité d'un meilleur pilotage pour l'aide à la décision par des analyses d'activités annuelles et pluriannuelles.

A noter qu'une consolidation analytique annuelle figure dans les recommandations de l'audit de la Cour des Comptes sur les exercices 2003/2006.

19.2.1. Les missions sociales

AIDES mène en France des actions de prévention et/ou de soutien auprès des populations les plus vulnérables face au VIH/sida et aux hépatites à savoir :

- Les hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes (HSH),
- Les migrants,
- Les personnes vivant avec le VIH et/ou une hépatite (PVVIH),
- Les détenus,
- Les femmes,
- Les consommateurs de produits psycho actifs,
- Le grand public : actions d'information et de sensibilisation du public (campagnes sur le VIH, la prévention et les modes de transmission),
- Les autres populations vulnérables : ce champ regroupe toutes les autres populations vulnérables auprès desquelles AIDES intervient et non citées précédemment comme par exemple les actions auprès des personnes sourdes, des travailleur (se)s du sexe, des transsexuel(le)s, des enfants / adolescents.

Ces champs populationnels intègre les actions de démarche qualité et d'innovation / expérimentation de nouvelles formes d'actions auprès de ces populations, de formations des volontaires et des salariés de AIDES, de prévention et de réduction des risques, de soutien des personnes, action asociale et juridique, insertion socioprofessionnelle, d'action thérapeutique, d'information sur les traitements et de la recherche et enfin d'information et de sensibilisation du public et le plaidoyer politique.

Outre ces champs populationnels, les missions sociales de AIDES comprennent aussi :

- La démocratie sanitaire. AIDES représente les personnes infectées par le VIH ou une hépatite virale dans le système de santé (Agences Régionales de Santé ARS, des Conférences Régionales de Santé CRS, des COREVIH, du Collectif Inter associatif de la Santé CISS, de l'Institut National de Prévention et d'Education pour la Santé INPES, des observatoires etc ...) pour améliorer leur prise en charge et défendre les droits des malades.
- Les ressources externes (expertise / conseil) : mise en place de pôles de compétences au sein de AIDES afin de réaliser des formations à l'externe dans le cadre de la promotion de la santé ; et de contribution participatives de AIDES lors de réunions externes.

Enfin, AIDES mène des actions à l'international auprès des populations vulnérables en partenariat avec des associations d'autres pays essentiellement en Afrique (40 associations dans 20 pays). AIDES contribue au renforcement des capacités de ces associations (soutien technique, formations, plaidoyer pour l'accès aux soins et à la prévention etc ...).

Par ailleurs, en tant que membre fondateur, AIDES soutient la Coalition International Sida (PLUS) afin de réaliser des actions à l'étranger. A ce titre, AIDES a reversé à la coalition un montant de 1700 K€ en 2012.

19.2.2. Les frais de recherche de fonds

Ces frais sont ventilés en trois rubriques :

- Les frais d'appel à la générosité du public

Il s'agit des coûts de recherche de fonds privés, dons des particuliers, legs, donations. Ces frais d'appel à la générosité du public se décomposent en frais de collecte (campagnes de marketing direct, les prestations liées à l'investissement dans la collecte dans la rue), en frais de traitement (gestion de la base de données, reçus fiscaux...), en autres frais de collecte auprès des particuliers et en gestion des legs et donations.

- Les frais de recherche des autres fonds privés : frais liés au mécénat
- Les charges liées à la recherche de subventions et autres concours publiques : obtention de subvention, prix de journée et autres concours.

19.2.3. Les frais de fonctionnement

On y retrouve la direction, l'animation régionale des délégations de AIDES, les services financiers (comptabilité, gestion, audit interne), le Commissariat aux Comptes, la paye, le secrétariat, la communication interne, la gestion des ressources humaines, les services généraux et informatique et les différents coûts liés au fonctionnement de la structure (assurances, charges locatives, entretien / maintenance, photocopieurs, affranchissements / téléphone, courrier, fournitures, services bancaires et frais financiers, impôts fonciers...), la

vie associative (Conseil d'Administration, Bureau, Présidence etc...), les frais liés à la représentation des salariés et les frais financiers. Ces derniers sont importants étant donné le versement toujours décalé des subventions publiques, contrairement aux dépenses qui sont réglées au moment de l'action.

Par ailleurs, nous estimons que la part des frais de communication générale de l'Association n'est pas significative. La communication externe de AIDES consiste en campagnes de sensibilisation auprès du public ou d'actions de plaidoyer auprès des pouvoirs publics. Celle-ci est donc assimilable aux missions sociales et non aux frais de fonctionnement.

19.2.4. Les dotations aux provisions

Ce poste regroupe les dotations aux provisions constatées sur l'exercice de toutes natures (exploitations, financières et exceptionnelles). A titre d'exemple, on y trouve les provisions pour risques et charges pour dépréciation des créances ou dépréciation des immobilisations.

19.2.5. Les engagements à réaliser sur ressources affectées

Il s'agit des engagements à réaliser sur les subventions, les dons manuels ainsi que les legs et les donations. En d'autres termes, il s'agit des dotations sur fonds dédiés.

19.3. Modalités de répartition du financement des emplois

Les ressources de AIDES sont principalement composées de :

- subventions (d'Etat, de la Commission Européenne, des collectivités locales, des fondations ou entreprises privées et autres organismes sociaux),
- la collecte de fonds (dons, legs et donations),
- autres fonds privés (subventions, cotisations des volontaires de l'association etc...)

Sauf demande expresse des donateurs, les fonds collectés auprès du public sont affectés aux missions sociales, aux frais d'appel de la collecte, aux frais de fonctionnement, ou ressources non utilisées reportées sur l'année suivante conformément à l'objet social et aux décisions d'affectation du Conseil d'Administration de AIDES.

Les ressources collectées auprès du public sont affectées prioritairement en fonction :

- des décisions du Conseil d'Administration sur une affectation spécifique,
- des coûts des missions sociales insuffisamment ou non financés par les subventions,
- des coûts du fonctionnement insuffisamment ou non financés par les subventions.

19.3.1. Coût des missions sociales

Les ressources collectées auprès du public viennent dans la plupart des cas compléter une insuffisance de financement d'une action par les subventions publiques. Le montant affecté aux missions de AIDES n'est donc pas attribué précisément à une charge particulière (déplacements, photocopies...).

19.3.2. Coût de la recherche de fonds

19.3.2.1 Coût de l'appel à la générosité du public

Les ressources collectées auprès du public peuvent financer :

- le coût des salariés du service,
- les honoraires de sociétés spécialisées dans la gestion de donateurs,
- les prestations liées à l'investissement dans la collecte dans la rue,
- les coûts de conception des messages envoyés par mailing aux donateurs,
- les frais d'édition,
- les frais d'affranchissement,
- les frais de traitement des dons (prestataire externe chargé de la gestion de la base de données des donateurs, édition des reçus fiscaux),
- les services bancaires,
- une quote-part de charges indirectes (téléphone, photocopies, fournitures de bureau...).

Remarque concernant la méthode de présentation des coûts du prestataire en charge de la collecte de rue :

Une part de la prestation liée à l'investissement dans la collecte de rue correspond à des missions sociales de AIDES. Le programme de collecte de rue comporte l'activité de collecte de fonds de rue (avec le recrutement de donateurs par prélèvements automatiques par le biais d'un prestataire ONG Conseil spécialisé dans ce type de collecte) mais consiste en premier lieu en une opération d'information et de sensibilisation du public (sur des thématiques telles que le soutien aux malades, la prévention et les modes de transmission) dont la quote part est estimée à 40% de la prestation. De même que le coût de la formation préalable des recruteurs assumée par le prestataire en lien étroit avec AIDES est évalué à 10% de la prestation. Le coût de l'appel à la générosité du public sur ce programme représente 50% de la prestation. Cette répartition fait suite à une étude commandée par AIDES et menée par ONG Conseil auprès des personnes abordées dans la rue lors de missions menées dans plusieurs villes représentatives de celles où AIDES est présent tout au long de l'année. Cette répartition figure dans les contrats de prestation de collecte de rue depuis 2010 entre AIDES et son prestataire ONG Conseil.

19.3.2.2 Coût de la recherche des autres fonds privés ainsi que des subventions et autres concours publics

Contrairement à l'appel à la générosité du public dont le coût est obtenu à partir des données de la comptabilité analytique et qui concerne une mission dévolue essentiellement au service collecte du siège, la recherche des autres fonds privés et surtout des subventions et des autres concours publics concerne un grand nombre d'acteurs à tous les niveaux sur l'ensemble du réseau AIDES et ne peut être identifiée à partir des données de la comptabilité analytique. Par ailleurs, nous n'avons pas la possibilité de déterminer une clé de répartition pertinente.

19.3.3.Coût de fonctionnement

AIDES est organisé en trois niveaux : un siège, 7 délégations régionales, et une trentaine de territoires d'action.

Dans les territoires d'action, le coût de la structure du territoire d'action (loyer, téléphone, photocopies, affranchissement...) a été réparti sur les actions de ce territoire d'action en fonction du poids pondéré des charges directes des actions concernées (hors fonds dédiés).

Pour certains territoires d'action, les frais de la structure du territoire ont été répartis suivant des clefs de répartition fixées.

19.3.4.La part des acquisitions d'immobilisations brutes de l'exercice financées par les ressources collectées auprès du public

Ce montant ne peut être obtenu à partir des données de la comptabilité analytique ou d'une clé de répartition pertinente. Par ailleurs, nous estimons que la part financée par les ressources collectées auprès du public n'est pas significative.

En effet, la plupart des immobilisations acquises par l'association le sont au moyen de subventions d'investissement et si ce n'est pas le cas, les dotations aux amortissements sont imputées sur les actions ou le fonctionnement. Ainsi les immobilisations acquises au moyen de dons collectés sont marginales.

19.3.5.La neutralisation des dotations aux amortissements des immobilisations financées à compter de la première application du règlement par les ressources collectées auprès du public

Ce montant ne peut être obtenu à partir des données de la comptabilité analytique ou d'une clé de répartition pertinente. Par ailleurs, nous estimons que la part financée par les ressources collectées auprès du public n'est pas significative.

19.3.6.Le solde des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées en fin d'exercice

Au 31/12/12, le solde des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées en fin d'exercice s'élève à un montant de - 1 146 K€. Il est constitué par :

- La variation des reports de ressource antérieur à 2009 pour 169 K€,
- La variation des reports de ressource Le report de l'exercice 2009 pour 581 K€,
- La variation des reports de ressource 2010 pour -25 K€,
- La variation des reports de ressource 2011 pour -347 K€,
- La variation des reports de ressource 2012 pour - 1 524 K€.

19.4. Nature et quantité des aides en nature perçues par AIDES

19.4.1. Campagnes de publicité offertes

Les campagnes de publicité offertes figurent dans la partie « Valorisation des contributions volontaires en nature » en pied du Compte d'Emploi Annuel des Ressources Collectées auprès du Public.

Les opérations de communication externe de AIDES sont organisées, entre autres, sous forme de campagnes grand public. Ces campagnes de sensibilisation ont été réalisées en partenariat avec des entreprises de communication privées qui ont offert la majeure partie de leurs prestations à l'Association.

Dans le Compte d'Emploi Annuel des Ressources Collectées auprès du public, la valorisation des campagnes de publicités offertes figure en emplois dans les missions sociales (il s'agit de campagnes de sensibilisation et non de campagnes de communication générale de l'association qui relèveraient alors des frais de fonctionnement) et en ressources dans les prestations en nature.

Ces prestations effectuées à titre gracieux ont été estimées pour l'exercice 2012 à 1 908 K€ et se décomposent de la manière suivante (en €):

(en €)	2012
Espaces Offerts en Télévision ou DVD	
Aux "Armes" (promotion dépistage)	381 230
<i>Sous-total</i>	<i>381 230</i>
Espaces Offerts en Radio	
Braderie de la Mode	14 916
<i>Sous-total</i>	<i>14 916</i>
Espaces offerts en encarts Presse	
Dépistage "Juste 1 Doigt"	4160
Campagne "Etrangers malades"	16 200
Braderie de la Mode	184 458
<i>Sous-total</i>	<i>204 818</i>
Espaces Offerts sur internet	
Braderie de la Mode	16 722
<i>Sous-total</i>	<i>16 722</i>
Divers	
Production "Aux Armes" - TBWA	386 000
Production "Etrangers malades" - TBWA	276 000
Temps de travail (Mécénat de compétence) - TBWA	258 000
Braderie de la Mode	17 313
Donateurs Braderie de la mode	233 234
Personnes Physiques	119 372
<i>Sous-total</i>	<i>1 289 919</i>
TOTAL	1 907 606

19.4.2. Autres dons en nature

Certaines collectivités locales mettent à la disposition de délégations de AIDES des locaux et du matériel. Des préservatifs et autres outils de prévention sont parfois donnés à l'association.

Au 31 décembre 2012, le recensement de ces ressources en nature n'a pu être effectué.

19.5. Etat des effectifs bénévoles

La valorisation du volontariat figure dans la partie « Valorisation des contributions volontaires en nature » en pied du Compte d'Emploi Annuel des Ressources Collectées auprès du Public.

Les heures de volontariat ont été valorisées dans le rapport d'activité annuel de AIDES et dans l'annexe des comptes annuels de l'exercice 2012. Ces heures comprennent à la fois le temps passé sur les actions de l'Association (prévention, réduction des risques, soutien des personnes, actions internationales...) et le temps autour de la vie associative (conseils de territoires, conseil de régions, conseils d'administration, assemblées générales...).

La valorisation du volontariat, qui figure en troisième partie du compte de résultat s'élève à 5 191 914 €.

Cette évaluation du temps de présence des volontaires de AIDES pour 2012 a été établie d'après les éléments de valorisations suivants :

- le nombre d'heures de volontariat : 280 644 heures correspondant à 771 volontaires effectuant 7 heures de volontariat par semaine en moyenne sur l'année,
- le coût horaire de valorisation : 18,50 € (charges sociales comprises, correspondant au coût horaire d'un répondant téléphonique à Sida Info Services).

La vie associative est une part importante du volontariat de AIDES, car c'est lors des débats au sein de ces institutions que s'élabore les priorités de AIDES, et leur transformation en actions tant en interne, qu'en actions de lobby vers l'extérieur. La vie associative fait donc partie des missions sociales de AIDES, puisque c'est par elle que se construit la parole des personnes touchées par le sida.